

## Secteur de la microfinance au Bénin

### Les inspecteurs de l'ANSSFD en formation sur leurs rôles et responsabilités

L'Agence nationale de surveillance des systèmes financiers décentralisés (ANSSFD) a démarré, mardi 9 décembre 2025, un atelier de formation à l'intention de ses inspecteurs sur le thème : « Appropriation des rôles et responsabilités des autorités de supervision face aux exigences de la nouvelle loi réglementant le secteur de la microfinance dans l'UEMOA ». Cet atelier est animé par le consultant international et formateur Antonin Dossou, et se déroulera jusqu'au 12 décembre 2025.

● Abdul Wahab ADO

L'objectif général de cet atelier de formation est de renforcer les capacités des inspecteurs de l'ANSSFD afin de leur permettre de maîtriser les dispositions et exigences de la nouvelle loi, et d'assurer une supervision efficace ainsi qu'un contrôle renforcé des institutions de microfinance.

Pendant les quatre jours de cette première session, qui s'inscrit dans une série de sept sessions prévues, les inspecteurs de l'ANSSFD seront outillés sur les fondements et innovations de la nouvelle loi n°2025-14 de juillet 2025 portant réglementation de la microfinance, leurs rôles, attributions et responsabilités, la maîtrise des exigences prudentielles et des nouvelles obligations légales, ainsi que les mécanismes de coordination entre la BCEAO, la Commission bancaire de l'UEMOA et le ministère des Finances à travers l'ANSSFD. Cette première session contribue



à la préparation des IMF à la mise en conformité, grâce à un accompagnement pédagogique et à une communication réglementaire efficace.

À l'occasion du lancement officiel de la formation, ce mardi 9 décembre 2025, le directeur général de l'ANSSFD, Philippe Dahoui, a déclaré : « Cette formation vise à nous outiller, à nous approprier les fondamentaux, à nous aguerrir et à mieux accompagner le secteur de la microfinance ».

Avant le début de la formation, le consultant-formateur Antonin Dossou

a souligné que la microfinance demeure un secteur dynamique, composé d'une multitude d'acteurs et essentiel pour l'inclusion financière. Selon lui : « L'inclusion financière est indispensable, et le développement en dépend ».

Au terme des quatre jours de formation, les inspecteurs de l'ANSSFD seront pleinement aguerris et disposeront, entre autres, d'une compréhension holistique du nouveau cadre réglementaire de la microfinance, leur permettant d'accompagner les IMF et de communiquer efficacement sur son contenu. Pour rappel, à l'horizon 2027, la vision est de faire de l'ANSSFD, l'Agence nationale de supervision du secteur de la finance décentralisée de référence dans l'espace UEMOA, veillant à l'instauration d'un secteur de la microfinance professionnel et assaini, pour une meilleure promotion de l'inclusion financière au Bénin.



## Algérie

### La start-up Yassir s'allie à Huawei pour soutenir la transformation numérique

Outre les efforts des autorités pour accélérer la transformation numérique dans le pays, le secteur privé, à travers les entreprises technologiques et les start-up, s'investit également dans cet objectif. La start-up Yassir se tourne vers l'entreprise chinoise Huawei pour soutenir sa croissance. La filiale algérienne du groupe technologique chinois Huawei a annoncé, le dimanche 7 décembre 2025, un partenariat avec la start-up Yassir. L'objectif est de créer des technologies adaptées aux besoins

du marché algérien, tout en accélérant la modernisation des services numériques. Concrètement, cette alliance porte sur le développement de solutions locales dans des domaines clés comme le cloud computing, l'intelligence artificielle (IA), les infrastructures serveurs, la mobilité numérique et les services de paiement mobile. Elle s'inscrit dans un contexte où l'Algérie cherche à réduire sa dépendance aux solutions importées et à structurer un écosystème technologique plus autonome. En combinant la capacité industrielle et technolo-

gique de Huawei avec la forte implantation locale de Yassir, les deux partenaires ambitionnent de stimuler l'innovation, favoriser l'émergence de start-up et soutenir le développement de compétences numériques. Pour les autorités et les acteurs du secteur, cette coopération représente un levier stratégique pour améliorer les services numériques, fluidifier les paiements électroniques et renforcer l'infrastructure technologique du pays dans les secteurs des transports, du e-commerce et de l'administration.

Source externe

## UEMOA

### 2<sup>e</sup> Journée régionale de la statistique à Ouagadougou

La Commission de l'UEMOA réunit, ce 10 décembre 2025 à Ouagadougou, l'ensemble des acteurs de sa communauté statistique pour la deuxième édition de la Journée régionale de la statistique. Cette rencontre rassemblera les principaux acteurs de la production et de la diffusion statistique au sein de l'Union.

● Bidossessi WANOU

Initiée dans le but de mettre en valeur les données produites et d'encourager une culture statistique plus dynamique dans les huit États membres, la Journée régionale de la statistique met en avant le rôle des innovations en matière de données pour renforcer la gouvernance et l'inclusivité dans l'espace communautaire. Cette édition, la deuxième, mettra particulièrement en lumière le rôle croissant des innovations technologiques dans l'univers des statistiques publiques. Un panel de discussions est annoncé autour du thème : « Tirer parti des innovations en matière de données et de statistiques pour promouvoir une société juste, pacifique, inclusive et prospère pour les Africains ». Les échanges porteront sur l'impact des nouvelles méthodes de collecte, des outils numériques et des technologies émergentes dans l'amélioration de la qualité, de l'accessibilité et de l'utilisation des données



pour la prise de décision. La Commission profitera également de l'événement pour présenter les plateformes numériques de diffusion statistique développées en collaboration avec les Instituts nationaux de la statistique des États membres. Ces solutions digitales, conçues pour accroître la transparence et l'ouverture des données, offrent un accès simplifié à l'information statistique, permettant aux décideurs publics, aux chercheurs, aux entreprises et aux citoyens de mieux exploiter les indicateurs produits

dans l'espace communautaire. Prennent part à cette rencontre, les responsables des organes et institutions de l'Union, des représentants d'organisations internationales, des experts des instituts nationaux de statistique ainsi que plusieurs partenaires techniques et financiers. Leur participation témoigne de l'importance accordée à une production statistique harmonisée, fiable et partagée, considérée comme un levier essentiel pour accompagner les politiques publiques et soutenir le développement durable au sein de l'UEMOA.

## CEDEAO

### 55<sup>e</sup> session du Conseil de médiation et de sécurité à Abuja

Réunis, mardi 9 décembre 2025 au siège de la Commission de la CEDEAO à Abuja, les ministres membres du Conseil de médiation et de sécurité examinent la situation politique et sécuritaire de l'espace communautaire. Cette rencontre intervient dans un contexte marqué par une série de défis auxquels l'institution entend apporter des réponses.



● B. W.

Ce conseil de médiation réunit les représentants des États membres autour d'une analyse approfondie du contexte politique et sécuritaire régional, avec pour ambition de définir des mesures adaptées aux réalités actuelles. Dans son allocution d'ouverture, Dr Omar Alieu Touray, président de la Commission de la CEDEAO, a insisté sur l'urgence de prendre « des mesures immédiates et décisives » afin de préserver la stabilité de la région. Il a rappelé

qu'alors que la Communauté célèbre son cinquantième anniversaire, la nécessité de consolider ses fondements et de réaffirmer les valeurs qui la structurent s'impose avec une clarté renouvelée. Le président de la Commission a également appelé les États membres à approfondir leur réflexion sur l'évolution de la démocratie dans l'espace communautaire. Selon lui, les récentes évaluations menées dans plusieurs pays font apparaître des signaux préoccupants, notamment la persistance d'interventions

militaires, la baisse de l'inclusivité électorale, l'expansion de groupes terroristes ou encore l'intensification des tensions géopolitiques. Face à ces défis, Dr Omar Touray a plaidé pour un investissement accru dans la sécurité collective, estimant qu'il s'agit d'un levier indispensable pour renforcer la résilience régionale. Les travaux du CMS devraient ainsi permettre de dégager des orientations opérationnelles destinées à soutenir les efforts de médiation, de prévention des conflits et de stabilisation dans les États membres. La session d'Abuja est la preuve de la volonté de la CEDEAO de répondre de manière concertée aux enjeux sécuritaires et politiques qui fragilisent la région, tout en réaffirmant son engagement en faveur de la paix, de la démocratie et de la coopération entre les peuples ouest-africains.